

Le somptueux (et immoral) cadeau d'Hidalgo à ses fonctionnaires

On le sait, Anne Hidalgo, ancienne inspectrice des affaires sociales, aime les fonctionnaires. Sur le papier en tout cas car, comme l'indiquait Didier Le reste (Front de Gauche), ancien leader des cheminots de la CGT au Conseil de Paris le 26 octobre 2015:

Le blocage du point d'indice est une attaque en règle contre le niveau de vie des agents car les prix, entre autres des biens de consommation courante et des loyers continuent à augmenter et, de fait, les agents vivent de moins en moins bien. Voilà pourquoi nous comprenons que les agents se mobilisent et revendiquent des taux de promotion de 100 %. C'est avant tout pour défendre leur pouvoir d'achat et ils ont raison.

Les agents de la Ville sont mécontents et, officiellement, seules des questions de pouvoir d'achat sont en cause.

Anne Hidalgo et ses petits cadeaux

Pour remédier à cette situation, Anne Hidalgo a discrètement fait passer une mesure au Conseil de Paris, lors du débat d'octobre sur l'orientation budgétaire de la Ville, qui semble passée inaperçue: la (très) forte augmentation du quota de logements sociaux municipaux attribués aux fonctionnaires de la Ville.

Pour en retrouver la trace, il faut se pencher sur un compte-rendu de réunion des délégués du personnel de Paris Habitat en date de novembre 2015, qui explique ceci:

Assez curieusement, cette communication n'est pas publiée (sauf erreur de ma part) sur le site de la Ville de Paris. Une hausse de 33% des attributions de logement aux fonctionnaires constitue en tout cas un superbe cadeau.

Un rapide calcul permet d'en mesurer l'impact. Hidalgo a annoncé 10.000 logements sociaux nouveaux en 2016. Un quart de ces logements devrait être attribué à des fonctionnaires municipaux, soit 2.500 attributions. C'est précisément le nombre de créations de postes que la Maire a annoncé dans ses services. Autrement dit, tous les nouveaux fonctionnaires parisiens pourront être logés par la Ville.

Rappelons que la Ville compte 55.000 agents pour près de 2 millions d'habitants, soit moins de 3% de la population. 25% des attributions de logements sociaux réservées à 3% de la population bénéficiant de la garantie de l'emploi Même le Parti Communiste de l'Union Soviétique n'avait pas osé.

